

Corée du Sud: Raid de la police contre la KCTU

Tuesday 7 February 2023, by [LEE Hyo-jin](#) (Date first published: 19 January 2023).

Le principal syndicat coréen a fermement condamné le gouvernement jeudi 19 janvier après que ses bureaux aient été perquisitionnés par la police et le service d'espionnage la veille. Le syndicat a menacé d'organiser une grève nationale en réponse contre ce qu'il considère comme une persécution des activités syndicales.

Mercredi matin, l'Agence nationale de police (NPA) et le Service national de renseignement (NIS) ont perquisitionné près d'une douzaine de bureaux de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) pour des activités d'espionnage présumées liées à la Corée du Nord.

Le NIS a déclaré qu'il avait obtenu un mandat de perquisition du tribunal contre le syndicat, accusé de violation de la loi sur la sécurité nationale.

Outre le siège de la KCTU dans le centre de Séoul et le bureau du syndicat coréen des travailleurs de la santé et de la médecine à Yeouido, les autorités ont simultanément perquisitionné le bureau du syndicat des travailleurs de KIA Motor à Gwangju et les domiciles de quatre membres du syndicat soupçonnés d'avoir enfreint la loi, qui interdit les "organisations antigouvernementales" qui a été fusionnée avec la loi anticomuniste dans les années 1980.

Les responsables de la KCTU ont tenté d'empêcher les agents d'entrer, exigeant que la descente soit effectuée en présence d'un avocat, mais les enquêteurs sont allés de l'avant et ont effectué la perquisition qui a duré environ 10 heures.

Selon le syndicat, c'est la première fois que l'agence d'espionnage fait une descente au siège de la KCTU pour une violation présumée de la loi.

Le syndicat a tenu une conférence de presse jeudi, au cours de laquelle il a dénoncé le gouvernement qui "met en scène un spectacle pour dissimuler ses méfaits."

"La descente d'hier n'était qu'une mise en scène du Service national de renseignement, qui avait reçu des ordres du président Yoon Suk Yeol", a déclaré Yang Kyung-soo, responsable de la KCTU, précisant qu'un millier de policiers avaient été déployés sur place pour faire une descente sur un seul bureau dans son petit local.

Il a affirmé que le gouvernement actuel abuse de la loi de sécurité nationale "dépassée" pour persécuter le syndicat, et que ses membres lanceront une grève nationale le 1er mai, jour de la fête des travailleurs, et en juillet, pour protester contre les récentes mesures de l'administration.

Les responsables du NIS ont déclaré que le raid avait été mené contre des membres de la KCTU, et non sur l'ensemble de l'organisation.

L'agence d'espionnage, qui a mené une enquête conjointe avec la police, affirme que plusieurs

membres dirigeants de la KCTU ont rencontré des agents nord-coréens en 2017 et 2019 à l'étranger - peut-être au Vietnam et au Cambodge - et ont reçu des ordres de leur part.

La perquisition de mercredi s'inscrit dans le cadre de l'enquête intensive menée par l'agence d'espionnage sur des militants de gauche et des groupes civiques soupçonnés de tenter des activités antigouvernementales sur ordre du Parti du travail de Corée du Nord. Depuis décembre dernier, les enquêteurs ont perquisitionné les domiciles et les bureaux des principaux suspects à Jeju, Jinju, Jeonju et Changwon.

Les enquêteurs ont également déclaré que le raid dans le bureau de la KCTU est une affaire distincte des enquêtes en cours.

Toutefois, il a été noté que les deux affaires présentaient des schémas similaires en ce qui concerne des activités d'espionnage présumées. Les suspects ont rencontré des agents nord-coréens à l'étranger et ont ensuite conspiré avec d'autres membres en Corée pour organiser un groupe anti-gouvernemental clandestin lié à la Corée du Nord.

Dans une autre affaire, la police a perquisitionné jeudi 14 bureaux et résidences du syndicat de la construction de la KCTU et de la Fédération des syndicats coréens dans le cadre de son enquête en cours sur des allégations de corruption.

Les autorités chargées de l'application de la loi supposent que certains membres du syndicat ont contraint les employeurs à embaucher certains travailleurs et leur ont extorqué de l'argent. L'Agence nationale de police a déclaré qu'elle allait réprimer les activités syndicales illégales et éradiquer les pratiques corrompues sur les chantiers de construction.

19 janvier 2023

Lee Hyo-jin

P.S.

• Publié par The Korea Times :
<https://laboursolidarity.org/fr/n/2511/raid-de-la-police-contre-la-kctu>

• Traduction Patrick Le Tréhondat.